

Intervention de S.E. Mme Sylvie Lucas
Ambassadeur, Représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations Unies

Débat public du Conseil de sécurité

« Les femmes et la paix et la sécurité :
Rapport du Secrétaire général sur la violence sexuelle liée aux conflits »

New York, le 17 avril 2013

Madame la Présidente,

Je voudrais vous remercier d'avoir organisé cet important débat public sur le thème de la violence sexuelle liée aux conflits, une problématique à laquelle ma délégation attache une grande importance et qui, hélas, reste toujours d'actualité. Je remercie Monsieur le Secrétaire général pour la présentation de son deuxième rapport annuel sur la violence sexuelle liée aux conflits, ainsi que Madame Zainab Hawa Bangura pour son intervention très engagée et le travail remarquable qu'elle accomplit en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général, avec l'appui de l'Equipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant la violence sexuelle liée aux conflits. Je voudrais enfin remercier Madame Saran Keita Diakité du Mali, qui nous a transmis un message fort des ONG sur la nécessité de combattre la violence sexuelle, en particulier dans les zones de crise en Afrique.

Avec les résolutions 1820, 1888 et 1960, nous nous sommes donné les moyens d'agir dans la lutte contre le fléau que représente la violence sexuelle liée aux conflits. Le débat public d'aujourd'hui est l'occasion de faire le point sur l'application de ces résolutions et sur les défis qui restent à relever.

Je me rallie pleinement à la déclaration qui sera faite tout à l'heure par l'Union européenne.

Madame la Présidente,

Le constat est clair : la violence sexuelle en temps de conflit n'épargne personne. Elle touche aussi bien les adultes que les enfants, les femmes aussi bien que les hommes, comme en témoigne la perpétration de plus en plus fréquente d'actes de violence sexuelle contre des hommes et des garçons à titre de tactique de guerre ou dans le cadre de détentions ou d'interrogatoires. Les violences documentées en Syrie, au Mali ou encore en République démocratique du Congo en sont la triste illustration.

Les situations de violence sexuelle liée aux conflits sont de même variées et répandues. D'où l'importance pour le Conseil de sécurité de puiser dans l'arsenal à sa disposition les outils les mieux adaptés aux différentes situations.

L'action du Conseil fait figure d'exemple et sa responsabilité en la matière est primordiale. J'en veux pour preuve les références explicites à l'agenda « femmes et paix et sécurité » dans les conclusions agréées adoptées récemment par la Commission de la condition de la femme dont le thème principal était, je le rappelle, l'élimination et la prévention de toutes les formes de violence à l'encontre des femmes. Il y a moins d'une semaine de cela, et je m'en félicite, les Ministres des Affaires étrangères du G8 ont adopté à Londres une déclaration sur la prévention des violences sexuelles dans les conflits qui s'inscrit explicitement dans le prolongement de la résolution 1325 et suivantes ainsi que dans le cadre normatif des résolutions sur les enfants et les conflits armés. Cette déclaration rappelle à juste titre que la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des femmes et des enfants sont le fondement de la lutte contre la violence sexuelle liée aux conflits.

Avant toute action, le Conseil doit être pleinement informé. D'où l'importance de mettre en place des mécanismes de suivi, d'analyse et de communication de l'information dans les missions de maintien de la paix et les missions politiques et de prévoir le déploiement d'un nombre suffisant de conseillers pour la protection des femmes. En effet, ces conseillers jouent un rôle crucial dans la coordination de l'application des résolutions du Conseil de sécurité relatives à la violence sexuelle liée aux conflits. Le Luxembourg continuera de s'engager pour que les futurs mandats, ainsi que le renouvellement de mandats existants, prennent en compte cet aspect important. Comme le Secrétaire général l'a souligné ce matin : il importe d'en faire une constante dans la planification et la budgétisation de nos Missions.

Madame la Présidente,

Une fois les auteurs des violences sexuelles identifiés, le Conseil peut, et doit, par l'adoption de mesures ciblées, accroître la pression sur les responsables afin qu'ils puissent être déférés devant les juridictions compétentes et jugés. Il s'agit-là d'un instrument auquel le Conseil devrait, à notre avis, avoir recours de manière systématique, en suivant la pratique établie par le Comité 1533 concernant la République démocratique du Congo : l'inscription sur les listes des Comités de sanctions d'auteurs présumés d'actes de violence sexuelle. Les informations fournies par la Représentante spéciale seront des plus précieuses à cet égard.

Les juridictions nationales sont le principal lieu où les auteurs doivent être jugés, et il convient d'appuyer les autorités nationales dans leur lutte contre l'impunité. En vertu du principe de complémentarité, la justice pénale internationale a cependant un rôle utile à jouer, et nous saluons vivement les efforts entrepris à cet égard par la Cour pénale internationale. Dans ce contexte, il est à relever que la délivrance d'un second mandat d'arrêt à l'encontre du général Bosco Ntaganda a intégré les chefs d'accusation de crimes contre l'humanité de viol et d'esclavage sexuel. Bosco Ntaganda est aujourd'hui à La Haye pour être jugé pour ses crimes, et je voudrais saisir cette occasion pour remercier tous les Etats membres qui ont contribué à son transfert à la CPI.

Chaque victoire dans la lutte contre l'impunité est une victoire dans la lutte contre la violence sexuelle. Car seule la certitude qu'un crime ne restera pas impuni pourra être réellement un facteur de dissuasion. La lutte contre l'impunité est aussi la première étape sur la voie du rétablissement des victimes dans leurs droits. Mais ce n'est pas la seule. Il importe également de prendre des mesures telles que l'octroi d'indemnisations afin de réparer, pour autant que ce soit possible, les conséquences des dommages causés.

Madame la Présidente,

Nous savons à quel point les situations de sortie de crise et les situations d'après-conflit sont volatiles et précaires. C'est la raison pour laquelle il est important d'associer encore davantage les femmes dans les processus de paix, afin que les accords de paix et les accords de cessez-le-feu prennent pleinement et de manière systématique en compte la question de la violence sexuelle. La lutte contre la violence sexuelle doit également être intégrée dans tout processus de réforme du secteur de la sécurité et de la justice digne de ce nom.

Dans ce contexte, le Luxembourg a soutenu plusieurs ateliers – en République du Soudan du Sud et au Libéria notamment – ayant pour objectif de renforcer la contribution des opérations de maintien de la paix des Nations Unies à la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité. Il s'agissait en particulier de faire en sorte que les femmes soient davantage représentées à tous les niveaux de prise de décisions dans les institutions et mécanismes nationaux, régionaux et internationaux pour la prévention, la gestion et le règlement des différends.

La violence sexuelle liée aux conflits n'est pas une fatalité. Mais pour y mettre un terme, il faut prendre la mesure de l'ampleur de ce phénomène. Le rapport alarmant que nous avons aujourd'hui sous les yeux nous permet de saisir que la violence sexuelle en temps de conflit, bien que différente selon le contexte, est systématique et universellement répandue. Il nous revient à tous de prendre nos responsabilités pour y mettre un terme.

Madame la Présidente,

Pour conclure, nous espérons que le débat d'aujourd'hui, les exposés présentés au Conseil par la Représentante spéciale au sujet de situations particulières, telle la Syrie demain, ainsi que les discussions que le Conseil mènera au cours des mois à venir sur ce thème permettront de déboucher sur des résultats concrets. En termes de suivi, il nous paraît notamment opportun, tel que le Secrétaire général le propose, d'envisager la mise en place d'un système permettant de mieux surveiller la mise en œuvre des engagements pris en matière de lutte contre la violence sexuelle par les parties à un conflit, en application de la résolution 1960.

Je vous remercie de votre attention.